# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 78 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS,

VENDREDI MATIN, 31 MARS.

## AFFAIRE DU MEMPHIS EL PASO.

On sait qu'une instruction criminelle a été suivie à l'occasion de l'émission sur les marchés français des titres de la société du Memphis et Paso Transcontinental Pacific Railroad.

A la suite d'une longue instruction, six inculpés ont été renvoyés devant la police correctionnelle sous la prévention d'avoir commis le délit d'escroquerie en employant des manœuvres frauduleuses pour faire croire à la valeur des titres de cette société et en avoir, par les mêmes manœuvres, provoqué et facilité les négociations.

Au nombre de ces manœuvres figuraient l'emploi de certificats et d'attestations qui ne seraient point émanés des autorités auxquelles ils étaient attribués.

Cette affaire a été appelée le 26 février à l'audience de la 7e chambre, présidée par M. Chevillotte.

Il est procédé à l'appel des prévenus. Ce sont :

1° Le général Fremont, ancien membre du Congrès américain qui, comme on sait, a été deux fois candidat à la présidence des États-Unis ;

2° Auffermann, agent de la Société américaine ;

3° Gauldrée, dit Boilleau, ancien consul général à New York et à Lima ;

4° Probst, agent général de la Société *Transcontinental* en France ;

5° Lissignol, ingénieur en second de la Société ;

6° Crampon, rédacteur du journal *la Finance* ;

7° Poupinel, associé de Paradis, directeur de la *Semaine financière*.

Le sieur Paradis avait été lui-même impliqué dès le début dans l'instruction, mais sa mort a mis fin aux poursuites.

A l'appel des inculpés, MM. Gauldrée-Boilleau, Lissignol, Crampon et Poupinel répondent seuls, et le débat est engagé contradictoirement avec eux. On dit ainsi que plusieurs parties civiles doivent intervenir aux débats ; ils sont assistés par Mes Victor Lefranc, Dufour et Liouville.

A l'appel du nom du général Fremont, Me Allou se lève.

" Monsieur, dit-il, il y a quinze jours seulement que j'ai appris que le général avait été cité devant le tribunal par une assignation remise au parquet du procureur de la république, et je vois sur le dossier d'audience, à la suite de son nom, cette mention : " En fuite. " Je ne m'explique pas cette manière de procéder. Il est de notoriété que le général habite l'Amérique, et qu'il était facile, par voie diplomatique, de lui faire parvenir une citation.

" Dès que j'ai eu connaissance de la citation pour l'audience d'aujourd'hui, je lui ai adressé une dépêche télégraphique, et il n'a répondu que, prévenu trop tard, il lui était impossible de se rendre à l'audience d'aujourd'hui. Comme je savais que l'affaire devait être remise au 4 du mois prochain, je lui ai envoyé une seconde dépêche, et il m'est impossible de savoir si le général arrivera pour cette indication.

" M. le président.—Le tribunal statuera sur la situation du général."

Le tribunal donne défaut contre Auffermann et Probst.

L'affaire est remise au 4 mars pour engager le débats. On croit que cette affaire, dans laquelle un grand nombre de témoins ont été assignés, occupera sept à huit audiences.

(*Gazette des Tribunaux.*)

CONSERVATION DU JUS DE CANNE PAR LE FROID..... A la dernière séance de l'Académie des sciences, M. Boussingault a signalé le fait important de la conservation du bouillon de bœuf et du jus de canne à sucre, soumis, pendant quelques heures, à une basse température ; c'est sur ce procédé que M. de Saint-Cricq, ministre, a adressé une observation. Il a fait remarquer que ce fait est, en réalité, très différent de celui de la conservation des animaux trouvés, après plusieurs années, dans les glaces des régions arctiques. Les animaux congelés subitement à l'époque glaciaire sont toujours restés dans cet état, jusqu'au moment où la nouvelle vie de leur enveloppe de glace, tandis que, dans l'expérience de M. Boussingault, les liquides, après avoir été soumis quelques heures seulement à une température de 30 degrés au-dessous de zéro, sont restés ensuite dans des flacons bouchés, à une température supérieure à zéro. Ce fait semble bien remarquable, dès que l'on sait, et il est permis de supposer qu'on pourra en faire des applications utiles.

— Après la question de la houille, on vient de soulever en Angleterre la question des chevaux. Des hommes spéciaux prétendent que la race des chevaux anglais dégénère et que la reproduction ne suffit plus aux besoins de l'agriculture et de l'armée.

La question a été portée devant la Chambre des lords par le comte de Rosseberry, qui a demandé l'institution d'une commission royale pour faire une enquête. Entre autres motifs il alléguait que, dans le cas d'une guerre, on ne trouverait pas dans le pays assez de chevaux pour l'armée.

Lord Granville a contesté les appréciations du comte de Rosseberry, mais il a consenti à la nomination d'une commission parlementaire qui étudiera la question.

SAINT-CLOUD CAPITALE.—Un vaste projet est à l'étude, et nous croyons être en mesure d'affirmer qu'il est tout entier de l'initiative de M. le président de la République.

Il s'agit de la transformation de Saint-Cloud en ville parlementaire : on y construirait deux monuments destinés aux deux Chambres, et un pied-à-terre pour le chef de l'État. M. Thiers a établi lui-même tous les plans, en faisant ressortir tous les avantages stratégiques de ce point.

Saint-Cloud, situé aux portes de Paris, réaliserait le rêve d'une capitale sans populace à proximité d'une capitale intellectuelle, financière et industrielle de la France. Séparé du centre tumultueux par le bois de Saint-Cloud, qui peut être facilement supprimé, cette localité est protégée puissamment par le fort du Mont-Valérien, qui domine toutes les voies qui y conduisent.

C'est un projet réalisable.

— Nous avons vu hier l'objet qui sera la merveille de l'Exposition universelle de Vienne ; c'est une montre en cristal de roche.

Elle a coûté trente ans de travail à un ouvrier mort il y a déjà de nombreuses années ; cet ouvrier s'appelait Rebelier et travaillait dans les ateliers de Breguet l'ancien. Il conçut un jour la folle idée de construire une montre dont toutes les pièces seraient en cristal de roche, moins le grand ressort bien entendu.

Il mit trente ans à la confectionner, comme nous l'avons dit ; toutes les pièces en cristal sont tenues par des vis, également en cristal de roche, et la montre est à échappement Dupleix, un des plus difficiles à établir.

Pendant qu'il exécutait ce projet fou, il devint éperdûment amoureux d'une jeune fille qu'il épousa et à laquelle il légua en mourant ce merveilleux bijou qu'il estimait 50,000 francs. Madame Rebelier ne voulut jamais s'en défaire ; elle mourut d'une façon tragique : un jour qu'elle allait garnir de fleurs la tombe de Rebelier, elle fut écrasée par le cheval d'un garde municipal.

Un des grands horlogers de Paris vient d'acquérir de ses héritiers cette œuvre de patience et de recherche ; il va l'exposer à Vienne, où elle représentera dignement l'horlogerie française ; elle est cotée pour la vente 10,000 francs.

Nous engageons le possesseur de ce travail unique à le livrer, avant son envoi en Autriche, à la curiosité des Parisiens dans l'un des magasins du Palais-Royal.

—Nouvelles du Japon, empruntées au *Courrier de France*, d'après les journaux anglais :

Le mouvement en faveur de l'éducation fait de rapides progrès. Dans presque tous les districts des écoles ont été établies. Le gouvernement du mikado a publié plusieurs ouvrages, entre autres une défense de jouer au cerf-volant, de cracher dans les rues et de se servir de coiffeurs.

Ce dernier ordre exprime que chaque femme doit se coiffer elle-même. Il est défendu d'avoir des tapis dans les appartements. L'usage des tapis est considéré comme un luxe engendrant la paresse. Plusieurs journaux viennent de paraître dans la langue nationale. Le calendrier japonais est assimilé à celui de l'Occident. Le mikado a établi un ordre de chevalerie, semblable à l'ordre du Bain d'Angleterre. Des clubs ont été organisés sur le modèle de ceux des boulevards de Paris. Des trottoirs de gaz ont été posés dans tout Yokohama.

— Une histoire d'ambulance :

A Lyon pendant la guerre, dans un hôpital, se trouvait pour donner des soins aux malades, une sœur de Saint-Vincent-de-Paul d'une incomparable beauté.

Un matin elle se présente près d'un blessé, une tasse de tisane à la main ; malgré toutes ses exhortations, elle ne peut parvenir à lui en faire prendre le contenu.

Le blessé refuse, et, enfin, impatienté de l'insistance de la sœur, s'empare de la tasse et la lance par terre.

La sœur ramasse les débris de la tasse sans dire mot, puis en reprend une autre et revient à la charge.

— Allons dit-elle, buvez, cela vous fera tant de bien !

— Laissez-moi, je n'en veux pas !

— Voyons, dit la sœur, les larmes aux yeux, obligez-moi, je vous en supplie, je suis la fille du bon Dieu !

Le malade la regarde et lui répond un peu ému et en souriant :

— Que je voudrais donc être son gendre !

Il prit cette fois la tasse et consentit à se laisser soigner.

— Dans une tournée électorale, un agent radical entre dans un cabaret et trouve un vieillard :

— Nous pesons la candidature Renan, dit-il.

— Renan ! reprit le paysan, qu'est-ce que ce ?

— Renan ! eh bien ! c'est un auteur qui fait des livres, un vrai, quoi !

— Ah ! j'ai des livres. Et quels livres a-t-il faits ?

— Eh bien ! la *Vie de Jésus*.

— La Vie de Jésus ! Un citoyen ! N'en faut pas.

FAITES-MOI FUSILLER TOUS CES GENS-LA.

On lit dans le *Journal de Bordeaux* :

Nous recevons communication de la lettre suivante, dont l'insertion, demandée à la *Gironde*, a été refusée :

Versailles, 28 février 1873.

A monsieur le rédacteur en chef du journal la *Gironde* (Bordeaux).

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous écrire pour rectifier les articles nombreux et inexacts publiés dans votre journal, au sujet des incidents qui se sont produits dans les séances du 30 janvier et du 1er février.

Je ne discuterai pas plus avec vous, monsieur, qu'avec M. Challemel-Lacour, l'honneur de la jeter de la draperie rouge ayant été enlevé à l'Assemblée par mes meubles. Cette date n'a aucune importance. L'essentiel à savoir est que l'enlèvement de cette étoffe inoque a été l'origine de la haine vidée à mon bataillon par les autorités impériales à Versailles, et la cause principale du rapport adressé par elles à M. le préfet de Lyon.

J'ai dit et je répète que M. Challemel-Lacour l'avait envoyé ce rapport au général Bressolles avec l'annotation :

*Faites-moi fusiller tous ces gens-là.*

Signé : CHALLEMEL-LACOUR.

J'ai déclaré avoir vu de mes yeux cette annotation.

M. le général Bressolles m'a adressé, le 5 février, la lettre que j'ai lue devant l'Assemblée et qu'il a été été de votre devoir de reproduire dans votre journal, si vous aviez agi avec un sentiment de justice et d'impartialité.

Dans le cours de cette lettre, M. le général Bressolles écrit :

" Je ne puis qu'affirmer votre récit purement et simplement.

" Cette rapport adressé contre vous et votre bataillon, qui m'était envoyé par le préfet, se trouvait l'annotation suivante :

" *Faites-moi fusiller tous ces gens-là !*

Signé : CHALLEMEL-LACOUR."

Telle est, dans son importance, le fait attesté par moi et confirmé par le général Bressolles.

Permettez-moi de vous dire, monsieur le rédacteur, qu'il eût été plus utile, *pour le parti que vous défendez*, de flétrir franchement dans cette circonstance la conduite inqualifiable de Challemel-Lacour, et de ne pas chercher par esprit politique à ternir la gloire des enfants de Bordeaux qui ont mériter l'estime et l'affection des habitants des villages qu'ils ont traversés, et qui, pendant toute la campagne, ont fait plus qu'on n'était en droit d'attendre de leur âge et de leur inexpérience.

Quels que soient vos sentiments à cet égard, et puisque, tout en accusant injustement mon bon officier et mon bataillon, vous avez jugé bon de ne pas faire connaître à vos lecteurs les renseignements que j'ai donnés et les pièces que j'ai fournies dans la séance du 16 février, je vous demande de publier dans votre prochain numéro la lettre que j'ai l'honneur de vous adresser.

Vous ajouterez ensuite tous les commentaires qu'il vous plaira ; mais en attendant je vous prie de me reconnaître le droit d'exiger de votre part cette réparation.

Recevez, monsieur, l'assurance de ma considération,

JOSEPH DE CARAYON-LATOUR,

Député.

## LA BANDE GELINIER.

Nous lisons dans le *Figaro* :

La police a arrêté hier trois complices de la bande Gelinier.

Ces trois individus ont été amenés hier, vers deux heures après-midi, à la préfecture de police. Ils étaient dans des voitures de place, avec des agents qui, par précaution, leur avaient mis les menottes.

Ce sont des malfaiteurs très dangereux, et la police a fait une bonne capture.

Ce ne seront pas les derniers.

Deux de Saint-David, des deux employés du ministère des finances qui faisaient partie de la bande de Gelinier, étaient entrés au ministère quelques jours après la chute de la Commune. Ils n'étaient pas connus, mais seulement auxiliaires. Tous les deux travaillaient au *Bureau des pensions*, 3e classe, dans deux pièces séparées par une cloison.

Ils étaient exacts aux heures de bureau, très polis envers tout le monde, mais peu communicatifs. On avait remarqué, depuis quelque temps, qu'ils faisaient fort peu de besogne, et on avait attribué à la paresse ce manque d'activité. A tout moment on les surprenait sommeillant dans leurs fauteuils. Il y a une quinzaine de jours, leur chef de bureau a qui on réclamait un travail en retard, répondit :

— Ce n'est pas ma faute : j'ai deux employés qui ne font que dormir toute la journée.

La *Gazette des Tribunaux* fait connaître par suite de quelles circonstances l'autorité a été mise sur la trace de la bande qui avait pour chef Gelinier et dont nous avons mentionné l'arrestation :

" Dans les premiers jours du mois de décembre dernier, un des nombreux marchands du département de Seine-et-Oise, qui approvisionnent les marchés de Paris, avait été trouvé mort dans sa voiture sur la route de Nanterre à Saint-Germain ; on constata qu'il avait été étranglé et dépouillé de tout ce qu'il possédait.

Quelques jours après, vers neuf heures du soir, les pontonniers de garde au pont de service qui conduit de Chatou à Saint-Germain aperçurent une charrette dont le cheval marchait de côté et d'autre et paraissait n'être plus conduit.

Ils s'approchèrent de la voiture et virent, étendu sur la paille, un homme qui était mort et dont la face apparaissait fortement congestionnée.

Un médecin fut appelé, et après un rapide examen fait à la lueur d'une lanterne, il pensa que cet homme était mort d'une attaque d'apoplexie.

Cet homme était un nommé Goyard, cultivateur à Flins, près de Meulan. Son corps y fut transporté, et il allait être procédé à l'ensevelissement, quand un parent de Goyard s'approcha pour lui faire un dernier adieu. En le regardant, il crut remarquer sur le cou des empreintes de strangulation. Il fit appeler un médecin, et l'homme de l'art, après un examen minutieux, déclara que Goyard avait reçu la mort par strangulation. Cette conclusion fut bientôt confirmée par l'inspection des vêtements de la victime et de la charrette dans laquelle il était mort. On constata en effet que ses poches avaient été arrachées, et on remarqua dans la paille de la voiture un foulard tordu qui avait servi à la strangulation.

Le crime, rapporté de cette commune quelques jours auparavant dans les mêmes circonstances, sur la même route, ne permit point de douter que les coupables devaient être les mêmes ; mais aucun indice ne permettait de se mettre immédiatement sur leur trace.

Plusieurs jours après, un maraîcher, nommé Coclin, habitant, comme Goyard, la commune de Flins, revenait de Paris, monté dans sa voiture, lorsqu'arrivé à peu près au carrefour où les crimes précédents avaient été commis, il fut assailli par plusieurs individus qui montèrent rapidement dans la voiture, et tandis qu'un de ces hommes lui enlevait la bourse qui contenait 90 fr., les autres cherchaient à l'étrangler à l'aide d'un mouchoir ; mais Coclin, homme vigoureux et résolu, les précipita de la voiture, et foncetant son cheval, put se soustraire à leur poursuite. Deux des malfaiteurs avaient laissé leurs casquettes dans la voiture.

Des enquêtes furent ouvertes dès le lendemain, et on apprit que peu d'instants après la tentative de la veille, deux individus âgés de vingt ans environ s'étaient présentés au bureau de poste de Nanterre et avaient demandé à toucher un mandat de 90 fr. qui venait d'être adressé à Goyard.

Ces deux individus ont été arrêtés hier, vers deux heures après-midi, à la préfecture de police. Ils étaient dans des voitures de place, avec des agents qui, par précaution, leur avaient mis les menottes.

Ce sont des malfaiteurs très dangereux, et la police a fait une bonne capture.

Ce ne seront pas les derniers.

Deux de Saint-David, des deux employés du ministère des finances qui faisaient partie de la bande de Gelinier, étaient entrés au ministère quelques jours après la chute de la Commune. Ils n'étaient pas connus, mais seulement auxiliaires. Tous les deux travaillaient au *Bureau des pensions*, 3e classe, dans deux pièces séparées par une cloison.

Ils étaient exacts aux heures de bureau, très polis envers tout le monde, mais peu communicatifs. On avait remarqué, depuis quelque temps, qu'ils faisaient fort peu de besogne, et on avait attribué à la paresse ce manque d'activité. A tout moment on les surprenait sommeillant dans leurs fauteuils. Il y a une quinzaine de jours, leur chef de bureau à qui on réclamait un travail en retard, répondit :

— Ce n'est pas ma faute : j'ai deux employés qui ne font que dormir toute la journée.

## LA MESURE DE M. THIERS.

M. Bertall, en trois coups de crayon, esquisse un portrait du citoyen le plus haut placé de France. Ce portrait, vu de dos, est admirablement ressemblant pénétrons. Je ne saurais le dégrire ; il faut regarder la Vie parisienne et le regarder, rien ne saurait mieux que ce croquis accompagné d'un spirituel commentaire fantaisiste : les Trente-six mille francs de grandes mesure de l'Assemblée présidentiel adresse du citoyen le plus haut placé.

M. Adolphe. — Cher monsieur Bathie, vous seriez bien aimable de me tenir la manche un peu large. Faites que je ne sois pas gêné dans les entournures.

M. Bathie. — Je pense à tout, monsieur le président, ne vous inquiétez pas.

M. Adolphe. — J'y tiens beaucoup, vous savez, cher ami. Monsieur Baragnon, veuillez, s'il vous plaît, prendre exactement la mesure du tour de ma taille.

M. d'Audiffret. — Pardon, M. Adolphe, mais ne croyez-vous pas qu'il faut se tenir un peu plus dans la généralités ? Nous ne sommes pas bien riches, et cet habit de président doit servir à d'autres que vous.

M. Adolphe, (souriant). — Ce n'est pourtant pas une raison pour que j'en souffre. Pourquoi donc alors ne pas prendre mesure tout de suite ? Voyez à ce que les basques en soient pas trop longues.

On discute ensuite la couleur de l'habit. L'un le veut blanc, l'autre bleu, l'autre rouge. Pour les mettre tous d'accord, M. Thiers choisit le marron. Puis on s'occupe du pantalon, puis on arrive aux lunettes :

M. Raoul Duval. — Mais un président n'est pas forcé de porter des lunettes.

M. Adolphe. — Mille pardons, cher monsieur, un président véritable ne saurait se passer de lunettes. Je le déclare, sans intention de fait.

M. Grévy.—Des lunettes un peu bleues alors.

M. Arago.—Un pon roses serait chose préférable.

M. Adolphe.—Ni bleues ni roses, des lunettes comme les miennes suffisent parfaitement. Maintenant le chapeau : la couleur est indifférente, pourvu qu'il soit gris.

M. d'Audiffret.—Mais cependant.....

M. Adolphe.—Il n'y a pas de mais, c'est comme ça. Vous voyez, il est impossible d'être plus accommodant.

M. Baragnon.—C'est bien vrai.

M. Adolphe.—Ainsi donc, c'est entendu, nous voilà d'accord. Du moment que tout est fait sur ma mesure, ça me va. Le première chose, dans l'intérêt général, c'est que je ne sois pas gêné.

Me bons amis, ayez bien soin des entournures et des manches, j'y tiens beaucoup.

Plus tard, bien plus tard, les autres, s'il y en a, prendront leurs mesures comme ils l'entendront, ça les regarde.

Bien des choses de ma part au roi Amédée !

## UNE FAMILLE D'HALLUCINÉS.

Un fait extraordinaire, qui a impressionné vivement les populations de la contrée, vient de se produire dans un petit village des Bouches-du-Rhône, à Mallian, près Grasse.

Une famille de paysans, composée du père, de la mère et de deux filles, habitait une ferme connue sous le nom de Mas de Dallian.

Le jour de sainte Agathe, fête votive de Maillane, 10 février, la fille aînée, belle personne de vingt ans, portait à la procession la bannière de la patronne du village, on vit cette jeune fille foudre en larmes à diverses reprises.

Le père lui-même, un bonhomme illétré et peu religieux, déclara à plusieurs reprises, que des visions lugubres l'avaient forcé de sortir de son lit et du café. Quant à ses filles et à sa femme, au lieu de prendre partaux divertissements de la fête, on les vit tout le jour prier ensemble, avec une ardeur fébrile, à tous les autels de l'église paroissiale.

Rentrés chez eux, ces pauvres gens édifièrent une chapelle dans leur habitation et commencèrent une série de neuvaine.

Le jeudi matin, 13 février, le père ne dérange courut dans le pays. Un paysan était entré dans la maison et avait trouvé toute la famille, quatre personnes en extase. Tout le village se porta sur les lieux, et ce spectacle singulier s'offrit aux yeux de la foule. Le père, la mère et les deux filles étaient assis l'un à côté de l'autre sur des chaises, un habite de bouche, dans des attitudes extatiques, avec l'immobilité et l'apparence de la mort. Les visages étaient blafards, les yeux vitreux et grand ouverts, les mains jointes, les genoux, la respiration invisible et insensible, et les corps pétrifiés par une rigidité cataleptique. On n'a dit les images d'un musée de cire. Pour achever le tableau, les voleurs de la maison étaient fermés et un cierge brûlait sur la table.

Secouées de leur torpeur, ils revinrent à la vie l'un après l'autre, et, sous le coup d'une hallucination commune, ils racontent avec exaltation qu'ils avaient été mis dans cet état par des apparitions miraculeuses qui leur avaient annoncé un malheur affreux et imminent. "Prions, prions, répétaient la mère et la fille aînée, car le malheur approche, il va fondre sur nous."

Ils ont refusé de prendre aucune nourriture, et ce fut là le premier indice, qui complété par des déclarations ultérieures, a ouvert la voie dans laquelle s'est dirigée plus tard l'instruction."

MORT DU DOCTEUR MARCHAL DE CALVI.—M. le docteur Marchal de Calvi a succombé à l'attaque d'apoplexie dont il avait été frappé il y a environ quinze jours.

Le *Gaulois* publie à ce sujet les détails suivants :

Pendant les derniers jours, M. Marchal de Calvi avait retrouvé en partie sa connaissance et avait même pu prononcer quelques paroles, bien qu'un côté du corps fut paralysé. Dans un de ses moments de lucidité, le malade avait pu demander qu'on fît venir un ecclésiastique qu'il avait connu dans les ambulances pendant la guerre et pour qui il avait conçu une vive sympathie.

Nous pouvons, malheureusement, raconter maintenant les conditions dans lesquelles l'attaque d'apoplexie a frappé M. Marchal.

Il rentrait chez lui, à sept heures du soir, avenue de l'Impératrice, et demandait, suivant son habitude, au concierge, de lui remettre ses lettres, quand un de l'habitude aussi, il se mit à ouvrir son ouvrir dans la loge afin de pouvoir repartir aussitôt pour la messe. Un malade aurait réclamé des secours immédiats.

Tout à coup—il était assis et lisait à la lueur du bec de gaz—il releva la tête comme s'il venait de recevoir violemment un coup imprévu.

—Qu'est-ce que j'ai ? dit-il tout haut.

Il se leva, se dirigea vers la cheminée, se plaça devant la glace et se regarda la langue. Il prononça alors ces seules paroles :

—Je suis perdu !

Puis il revint seul jusqu'au fauteuil qu'il venait de quitter.

A peine s'était-il assis qu'il perdait connaissance.

Depuis ce jour, les médecins qui s'empressaient autour de son lit n'avaient conservé aucun espoir.

Nous remettons à peindre le désespoir dans lequel vont plonger Mme Marchal et sa fille, Mme la comtesse de Mesnildot.


## SPECTACLES, &c.

**Théâtre de l'Opéra.**

L. PLACIDE CANONGE.....Directeur
Samedi, 29 Mars 1873—A 8 heures précis.
LE DOMINO NOIR
LE DOCTEUR DE M. PAUL, Drame en 4 actes.
BATAILLE DE DAMES, Pièce en 3 actes.
LA DOT DE BRIGITTE, LA CLOCHE DU COUVENT, Pièce en 1 acte.
LE CHEVALIER DE MERTEUIL, Comédie en 1 acte.
21 mars—1t

**Théâtre St-Charles.**

Propriétaire.....BEN DE BAR
Débuts du célèbre acteur
DOMINICK MURRAY.
Vendredi Soir, 21 Mars,
SECOND FROM KING-SING.....
Dominick Murray dans cinq rôles.
Samedi — Matinée Diurne à 1 heure.
Ouverture commence à 7 heures et demie.
21 mars—1

**Théâtre des Variétés.**

Vendredi, 21 mars.
Débuts de l'artiste
LAWRENCE BARRETT,
Le célèbre comédien, THE WONDER.
Samedi, Matinée—HAMLET.
Samedi Soir—THE WONDER.
—Lundi 24 Mars—
Débuts de Frederic Robinson.
—Mercredi, 26 mars—
Débuts de Lorraine Rogers.
—Jeudi, 27 mars—
Débuts de Lee S. Lynch.
Simare—1t

**Académie de Musique.**

Cinq soirées seulement
Et un dernier samedi.
Mercredi, 19 mars 1873.
RÉNÉPICE DE
MLLE. LOUISE HAWTHORNE.
NOBILITY, Grand opéra spectaculaire pour MLLE. LOUISE HAWTHORNE qui sera secondée par toute la troupe dramatique de l'Académie.
—Jeudi soir, 20 mars,
THE DREAM AT SEA, drame dans lequel M. LOUIS LINGARD fera ses débuts.
Débuts de J. Wesley RIDE, JESSIE BROWN, Grand matinée.
Samedi, à midi—EMMIE BROWN.
Samedi soir—Débuts de ROLAND REED.
COUSIN'S HAN'S VISIT TO MARDI GRAS; NILSSON et THE LONE STAR OF TEXAS.
Dimanche, magnifique spectacle.
Lundi, 24 mars—Début de la troupe comique de W. S. CAVANAUGH.

GRAND ATTRAIT
SALLE DES ODD-FELLOWS.
**Ménestrels Christy de Londres,**
DU THEATRE ST-JAMES.
Une semaine seulement à partir de :
Lundi 24 Mars,
TROIS GRANDES MATINÉES
Mardi, Jeudi et Samedi,
Présentation des principales Étoiles de la Troupe Ethiopienne
dans un programme original et attrayant.

Hank Koon et Alexander, les seuls champions.
"Tripod Digieta" et son Orchestre.
Harry Victor Leybourne, le roi des comiques de Londres.
Les grands comédiens Ethiopiens :
Billy Cotton, Billy Chambers,
Gene Williams, Charley Burgess,
Le quatuor canadien sans rival, dans leurs belles et nouvelles ballades.
Charles H. Rainforth, George Christy,
A. W. Bishop, Richard L. Dunning,
—Aussi—
Un orchestre splendide et une fanfare.
Prix d'entrée : $1. 50 ; Réservé $1. 50.
Prix d'entrée aux Matinées 50 cts.
Billets en vente chez Armstrong, magasin de l'Union, 129, rue du Canal et de A. E. Blackmar, 78, rue du Canal.
Les portes s'ouvriront à 7 heures ; on commencera à 8 heures. Matinées à Midi. 21 mars—1

**Le Grand Musée d'Anatomie,**
Au No 46 de rue St-Charles,
EST ouvert tous les jours, pour les messieurs seulement. Une LECTURE sur la faiblesse et consécutifs de la virilité sera donnée aux jeunes gens.
On s'envois franc de port à ceux qui en font la demande, sous enveloppe cachetée, un traité sur la faiblesse et consécutifs de la virilité.
Les dames sont admises à visiter le musée, mais elles ne seront admises à aucune lecture.
7déc—1an

**RAFFINERIE PELTON,**
Aux Nos. 128 à 136 de la rue des Magasins.
SUCRES RAFFINÉS, de toutes les qualités, en tonneaux et en barils.
MÉLASSE DE LA LOUISIANE, RECUITE, en barils, demi-barils et barillets.
GOUDRON DE HOUILLE, DE LA LOUISIANE, en barils, demi-barils et barillets.
A vendre en lots au gré des acheteurs.
On offre dit les images d'un musée de cire. Pour achever le tableau, les voleurs de la maison étaient fermés et un cierge brûlait sur la table.
Secouées de leur torpeur, ils revinrent à la vie l'un après l'autre, et, sous le coup d'une hallucination commune, ils racontent avec exaltation qu'ils avaient été mis dans cet état par des apparitions miraculeuses qui leur avaient annoncé un malheur affreux et imminent. "Prions, prions, répétaient la mère et la fille aînée, car le malheur approche, il va fondre sur nous."
Ils ont refusé de prendre aucune nourriture, et ce fut là le premier indice, qui complété par des déclarations ultérieures, a ouvert la voie dans laquelle s'est dirigée plus tard l'instruction."
1 mois—1m

**Terres ! Terres ! Terres !**
PLUS D'UN MILLION D'ACRES de terres dans la région des Opelousas, à de bonnes conditions ; remises en faveur des Etats-Unis par la Compagnie du Chemin de fer du Texas et Pacifique.
Une carte exacte des terres situées entre Baton Rouge City et la baie américaine, contenant la nouvelle description des mêmes terres jusqu'à la rivière Sabine vient d'être publiée. Elle peut être obtenue, sur demande, au bureau de l'agent général, à la Nlle Orléans, Lou.
S'adresser au Lock Box 1081. Prix de la carte, 50 : prix de la liste, $2.50.
Les deux expédiées, par la poste, sur réception du prix en Express ou sur le bureau de poste.
5 mars—1m mar 1 a

**BITTER DES ARABES**
Hygiénique Perfectionné.
( BREVETÉ S. G. D. G. )

Ce produit, aussi agréable que bienfaisant, extrait de plantes éminemment toniques et vivifiantes, distillées avec des eaux-de-vie de première choix, sans contredit l'agent le plus puissant pour réparer l'organisme de la manière la plus immédiate
Il est, en outre, dans les pays chauds, un préservatif efficace contre les épidémies, fait rentrer l'appétit et dégage les voies digestives.
N. B. — Ce Bitter est approuvé par l'Académie de Médecine française, et le propriétaire demande qu'on le soumette à l'analyse dans tous les pays.
19fév—1an

**RESTAURANT VICTOR,**
185.....RUE CANAL.....185
Entre Dauphine et Bourgogne.
A partir du 1er Février :
Dîners à $1 25.
Potage, entrée plats au choix.
Dessert, Café, une demi bouteille de vin.
Déjeuners à 75 cts.
Vins à la carte, de choix.
Café au Lait, et Chocolat.
Comptoir pour le journal des personnes qui le désirent.
Les portes s'ouvriront à 7 heures, on commencera à 8 heures. Matinées à Midi. 21 mars—1

**Le Grand Musée d'Anatomie,**
Au No 46 de rue St-Charles.
EST ouvert tous les jours, pour les messieurs seulement. Une LECTURE sur la faiblesse et consécutifs de la virilité sera donnée aux jeunes gens.
On s'envois franc de port à ceux qui en font la demande, sous enveloppe cachetée, un traité sur la faiblesse et consécutifs de la virilité.
7déc—1an

**Vente pour cause de départ.**
**P. DEJAN,**
Coin des rues Gravier et Dauphine,
QUITTANT la maison, fera un MAGNIFIQUE ASSORTIMENT DE MEUBLES de tous genres, consistant en Bureaux, Secrétaires, Commodes, Armoires, Lits, Matelas, Sommiers, Tables, Chaises, Fauteuils, Canapés, Glaces, Tableaux, Rideaux, Tapis, Stores, Planchers, Lampes, Vaisselle, Verrerie, Porcelaine, Batterie de cuisine, Ustensiles de ménage, etc., etc., depuis un panier, etc., depuis un lit jusqu'à un piano.
Le public est invité à venir visiter mon magasin et à profiter de cette occasion pour faire des achats avantageux, car je suis déterminé à vendre à n'importe quel prix, afin de ne pas avoir à déménager.
Ouvert—1an

**INTÉRÊT SUR DÉPÔTS.**
Banque des Citoyens de la Louisiane.
CETTE banque émet des CERTIFICATS DE DÉPÔTS portant intérêt à raison de QUATRE POUR CENT PAR AN pour toutes sommes déposées pour une période de SIX MOIS ou plus.
Nlle-Orléans, 20 déc. 1872. 31 déc—3m

**Avis.**
BUREAUX de la Nouvelle Louisianaise de la Compagnie d'Assurance Contre la Vie, Incorporée sous les lois de l'Etat de la Louisiane, Nlle-Orléans, 1 mars 1873. La société est à la seconde par toute la Nouvelle-Orléans, et a été nommée agent à la Nouvelle-Orléans de la "World City Life Insurance Company," de Londres, et de la "Universal Life Insurance Company," de Philadelphie, Pennsylvanie, pour les États du Sud.
E. KEYSER se retire de l'agence de la dite compagnie.
P. E. SIMMES,
F. H. HATCH,
Le soussigné continuera l'agence de "Mound City Life Insurance Company," aux bureaux déjà No. 122 de la rue Carondelet.
9 mars—1m F. H. HATCH.

# LICENCES
—ET—
# TAXES DE VILLE.

LE soussigné fait savoir à ses clients et au public qu'il est prêt à recevoir les LICENCES et TAXES DE VILLE pour 1873, et prend de nouveau l'avis des TAXES DE VILLE pour 1873, et prend de nouveau l'avis des TAXES DE VILLE pour 1873, et prend de nouveau l'avis des